

Print

Les dettes allemandes et la dette grecque: Deux poids, deux mesures

De [Chems Eddine Chitour](#)

Global Research, juillet 21, 2015

Url de l'article:

<http://www.mondialisation.ca/les-dettes-allemandes-et-la-dette-grecque-deux-poids-deux-mesures/5463596>



«L'âne vint à son tour et dit:

J'ai souvenance Qu'en un pré de Moines passant.

La faim, l'occasion, l'herbe tendre.(..).

Je tondis de ce pré la largeur de ma langue.

Je n'en avais nul droit, puisqu'il faut parler net.

A ces mots on cria haro sur le baudet. (...)

Selon que vous serez puissant ou misérable,

les jugements de cour vous rendront blanc ou noir»

Jean de la Fontaine (*Les animaux malades de la peste*)

Ça y est, c'est dit-on, la reddition en rase campagne – sans contrepartie d'Alexis Tsipras en face de la machine de guerre allemande, celle de l'Eurogroupe et celle du FMI. Le Premier ministre grec a donné l'illusion au peuple grec qu'il avait le droit à la parole et en définitive renié une à une toutes les promesses, Les propositions soumises par Alexis Tsipras reprennent largement, les propositions formulées par l'Eurogroupe le 26 juin. Toute cette tragédie pour rien! On a caressé l'espoir de voir enfin la parole du peuple dans le cadre de la démocratie qui prit naissance d'ailleurs chez eux, écoutée. Il n'en fut rien. Tsipras aurait organisé un référendum en Grèce pour ensuite ne pas revenir devant le peuple et se suffire du vote des députés pour accepter globalement les injonctions de Mme Merkel. Pourtant, la demande de la Grèce était on ne peut plus réaliste. Celle d'arrêter les dégâts de la politique d'austérité qui lui a été imposée à cause de sa dette et repartir d'un bon pied. Curieusement, les Etats-Unis qui surveillent du coin de l'oeil les Européens, ont tenté d'intervenir. Le FMI – c'est-à-dire de fait les Etats-Unis – reconnaît aujourd'hui que la voie à suivre est celle d'une restructuration de la dette pour qu'elle soit supportable. En effet, la directrice générale du FMI et le secrétaire au Trésor américain, appellent à la résolution de la crise financière grecque et à l'allègement de sa dette colossale.

La dette grecque expliquée simplement

La situation grecque est inhumaine. On connaît la situation sociale de la Grèce: hausse de 45% de la mortalité infantile, hausse de 42% du taux de suicides, baisse de trois ans de l'espérance de vie, 44,6% de retraités vivant en dessous du seuil de pauvreté. Comment les banques allemandes et françaises ont financé la banqueroute de la Grèce? «La Grèce, lit-on dans cette contribution, doit maintenant aux créanciers 323 milliards d'euros, ce qui représente environ 175 pour cent du PIB. Comment est-on arrivés à une dette si élevée? «Nous devrions clairement le reconnaître: presque rien des sommes énormes qui ont été prêtées à la Grèce, n'ont, en réalité, pas fini en Grèce,» a rappelé le prix Nobel d'économie et ancien économiste en chef de la

Banque mondiale, Joseph Stiglitz, dans un entretien au quotidien The Guardian. «elles ont été dirigées vers le paiement des créanciers du secteur privé, y compris les banques allemandes et françaises.»» (1)

Parlant de la tentation des banques grecques:

«Un récent rapport de l'organisation CorpWatch appelée les profiteurs de la zone euro peut éclairer quelque peu cette réalité. Il est certes vrai que de ces banques, les politiciens grecs corrompus ont emprunté des milliards pour leurs projets gouvernementaux douteux, mais en même temps il y avait une très bonne raison pour laquelle ces financiers n'ont pas évité ces prêts téméraires: ils étaient sous la pression des bureaucrates de l'Union européenne pour concurrencer sur le marché mondial les banques britanniques et américaines. (...) Mais, les banques françaises savaient, qu'elles n'allaient pas se faire des milliards en allant à la bataille concurrentielle en Allemagne, de même que l'Allemagne n'attendait pas le triomphe en France ».(1)

« Au lieu de cela, elles se sont cherché un marché plus simple et plus facile, auquel elles allaient prêter ces masses d'argent qu'elles avaient, et ce marché devait être celui formé par les Etats plus pauvres, la plupart des Etats de l'Europe du Sud, qui en 1999 avaient accepté l'adhésion à la monnaie commune appelée l'euro. La logique était claire: au milieu des années quatre-vingt-dix, les taux d'intérêt, par exemple, en Grèce ou en Espagne étaient autour de 14 pour cent, et idem en Irlande durant la crise monétaire de 1992 et 1993.. Les candidats aux prêts ont donc accueilli avec enthousiasme les banquiers du Nord avec des ressources apparemment illimitées de disponibilités à bon marché à un taux d'intérêt compris entre un et quatre. (..)» (1)

La tentation était forte et le piège s'est refermé sur le peuple qui s'endette en payant les banques. On sait que depuis plusieurs années, l'ampleur de la dette publique européenne ne cesse d'augmenter.

La dette publique des Etats de l'Union européenne

«Au dernier trimestre de 2014, la dette des 28 Etats membres se porte à 86,6% du PIB. Celle de la zone euro équivaut quant à elle à 92,1% du PIB. Individuellement, six pays affichent un niveau de dette publique supérieur à 100% du PIB. Il s'agit de la Grèce (176%), de l'Italie (131,8%), du Portugal (131,4%), de l'Irlande (114,8%), de la Belgique (108,2%) et de Chypre (104,7%). En France, la dette publique est supérieure à celle de l'Union européenne et de la zone euro, et s'élève à 95,3% du PIB en 2014. Le pays ne cesse de s'approcher de la barre des 100%.» (2) «La dette publique grecque est de loin la moins élevée d'Europe. En valeur absolue, la Grèce n'est pas la lanterne rouge de l'Europe. Athènes se fait largement devancer par les grandes économies du continent: Espagne, France, Grande-Bretagne, Allemagne et l'Italie qui cumulent parfois plusieurs milliers de milliards de dette. La Belgique qui peut compter sur le même nombre d'habitants que la Grèce, traîne 387 milliards d'euros de dette, soit 101,5% de son PIB. la Belgique fait peser à ses habitants une dette de 34.875 euros contre 28.217 euros pour les Grecs. (...)»(3)

‘ Alors que l'Espagne et le Portugal sont régulièrement épinglés par Bruxelles pour laisser filer leurs comptes publics, ces pays imposent à leurs citoyens une dette moins élevée que l'Allemagne, pourtant érigée en vertu en matière de contrôle des dépenses publiques. Le poids de la dette qui repose sur les épaules des Portugais atteint 15.780 euros contre 24.896 euros pour les Allemands Par habitant la dette de la Grèce est inférieure à celle de La France, de l'Italie, du Royaume-Uni, de la Belgique, des Etats-Unis et du Japon. Les Français sont à 29 300 euros par personne, les Anglais (31.712 euros). Les Etats-Unis dont le plafond de la dette est régulièrement relevé pour éviter le «shutdown», a cumulé 12.600 milliards d'euros de dette, soit 39.850 euros par citoyen américain. Quant au Japon, le ratio est le plus élevé au monde avec 245% du PIB soit (71 015 euros) par habitant» (3).

L'intransigeance et le mépris allemand pour la Grèce

Pour le ministre allemand des Finances, Wolfgang Schäuble, les négociations avec Athènes sont "extrêmement difficiles". Il dénonce "une confiance détruite de manière incroyable et il met en doute clairement la fiabilité du gouvernement grec. Non sans ironie, il rappelle à Washington que dans les Caraïbes, Porto Rico avec une dette de 73 milliards de \$ est en train de sombrer. Obama refusant de l'aider: «Ces jours-ci, j'ai proposé à mon ami Jack Lew de prendre Porto Rico dans la zone euro si les Etats-Unis étaient prêts à accepter la Grèce dans le système du dollar.»

« Enfin, selon une source citée par l'AFP, les Allemands pensent qu'«au cas où la soutenabilité de la dette et les propositions de réformes ne seraient pas réalistes, il faudrait proposer à la Grèce une sortie temporaire de cinq ans de la zone euro, avec une possible restructuration de sa dette, si nécessaire dans un club de Paris». C'était il y a trois jours !

La dette de guerre allemande: des effacements successifs

La volonté de puissance est affirmée. Justement, la chancelière allemande qui gouverne l'Europe dirige un pays qui lui-même à trois dettes majeures qu'il n'a jamais totalement honorées. Nous allons les citer en honnête courtier. Il est curieux de constater qu'au sortir de la guerre, l'Allemagne a demandé et obtenu des Alliés l'effacement en partie de sa dette.

Laurent Martinet de Reuters écrit à ce sujet: ««L'Allemagne est Le pays qui n'a jamais remboursé ses dettes. Elle n'est pas légitime pour faire la leçon aux autres nations.» La phrase est de Thomas Piketty. D'autres voix se font un plaisir de rappeler que Berlin n'a jamais payé entièrement les réparations que les vainqueurs ont exigé en 1919. Et pour cause: à la fin des années 20, malgré un bon redémarrage économique, les caisses sont vides. Les réparations sont réduites d'un tiers et rééchelonnées, explique La Tribune. En 1932, l'économie ayant replongé, les Alliés renoncent même à exiger leur paiement. Trop tard pour éviter l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Et la question de la dette contractée dans les années vingt et trente sur les marchés poursuit l'Allemagne jusqu'en 1953. Cette année-là, à Londres, le chancelier Konrad Adenauer obtient des Alliés un nouveau rééchelonnement, et surtout, un remboursement en dollars au taux actuel, qui permet d'économiser 40% par rapport au mark-or des années vingt. La dette allemande est réduite de moitié par rapport à son poids d'avant-guerre, estime un chercheur de l'université de Yale cité par La Tribune. La dette allemande sera officiellement complètement payée en 2010, après la réunification. «L'Allemagne a été le plus mauvais payeur de dette du XXe siècle», dénonçait en 2011, au début de la crise grecque», l'économiste allemand Albert Ritschl.» (4)

On remarquera que l'Allemagne aura mis plus de cinquante ans pour purger sa dette.» sans qu'elle n'ait sur le dos la pression des Etats créanciers et encore moins les banques spéculatrices, les fonds de pension vautour. Tout une faune prédatrice qui sont , dans le cas de la Grèce prêts à la dépecer..

La dette allemande de l'occupation de la Grèce pendant la guerre

Qu'en est-il de la dette envers l'occupation inhumaine de la Grèce? Alexis Tsipras en fait un argument de négociation: « La Grèce dit ils, a «l'obligation morale et historique» de réclamer à l'Allemagne des indemnités de guerre, auxquelles elle a échappé à la fin de la Seconde Guerre mondiale. C'est la première fois qu'Athènes évoque une évaluation précise des réparations de guerre qu'elle réclame à Berlin. Ce travail d'expertise grec ne devrait toutefois rien changer à la réponse allemande. Pour la première fois, Athènes a évoqué un chiffre: 278,7 milliards d'euros. Devant le Parlement grec à l'occasion de la mise en place d'une commission parlementaire sur l'origine de la dette du pays, le secrétaire d'État au budget Dimitris Mardas a mentionné une évaluation précise des réparations de guerre réclamées par la Grèce à l'Allemagne. Pour le gouvernement grec, l'emprunt forcé qu'Athènes a dû accorder en 1942 au régime nazi et qui n'a jamais été remboursé s'élève aujourd'hui à 10,3 milliards d'euros. Le reste de la somme citée par Mardas correspond aux dédommagements dus aux victimes et au coût des infrastructures détruites par l'occupant, entre 1942 et 1944. Selon le gouvernement grec, 50.000 documents

ont été examinés par une équipe de six personnalités. La Grèce « pourrait aller jusqu'à un procès. Le travail d'expertise grec ne changera rien à la réponse de Berlin, pour qui le dossier des réparations de guerre est « juridiquement et politiquement clos », comme l'a redit la chancelière Angela Merkel au Premier ministre Alexis Tsipras le 23 mars. Les traités de 1953 puis de 1990, acceptés par la Grèce, ont fermé la porte à tout recours. » (5)

Une autre étude dont nous reproduisons les principales conclusions parle d'une dette de 90 milliards d'euros. C'est la *traduction d'un article de Karl Heinz Roth sur la dette de l'Allemagne envers la Grèce du fait des réparations de guerre (1939-1945) que l'Allemagne n'a jamais payées. Le chercheur et militant allemand, ancien membre du bureau national de l'Union socialiste allemande des étudiants* » (6)

« Le 6 avril 1941, la Wehrmacht attaque la Yougoslavie et la Grèce. La direction de la Wehrmacht utilise cette « guerre-éclair » (« Blitzkriegs-Exkurs ») (...) La Grèce est systématiquement pillée. Entre le début de l'offensive et le début du mois de juin 1941, de grandes quantités de minerais et de concentrés de chrome, de zinc, d'étain, de cuivre et de plomb s'accumulent dans le port de Thessalonique afin d'être transportés vers l'Allemagne. De plus, les managers industriels allemands prennent le contrôle de la production annuelle des métaux industriels que sont la bauxite, le manganèse, le nickel, le molybdène et la pyrite, si bien que la somme totale annuelle d'exportation de matières premières atteint 45 à 50 millions de Reichsmark (RM). Le charbon, l'huile minérale et les produits d'exportation agricoles les plus importants comme les raisins secs, l'huile d'olive, le coton, le sucre, le riz et le cocon de soie sont également envoyés en Allemagne. En outre, les officiers chargés des questions économiques confisquent les machines-outils du consortium d'armement de Bodsakis et une grande partie du matériel roulant du chemin de fer. Cependant le butin le plus considérable reste le tabac. Sous la direction du manager de Reemtsma, Otto Lose, toute la récolte de 1939 et 1940 est confisquée et transportée vers l'Allemagne. Il s'agit de 85.000 tonnes de tabac d'Orient, soit l'équivalent de 175 millions de Reichsmarks. Cette quantité suffit pour approvisionner l'Allemagne en cigarettes pendant une année entière et leur vente génère un revenu fiscal de 1,4 milliards de Reichsmarks ». (6)

« (...) Avec ce pillage économique planifié, les conditions économiques se dégradent dramatiquement. La drachme est dévaluée deux fois. En août 1941, un premier paiement de trois milliards de drachmes mensuels est imposé à la Banque centrale grecque pour rembourser les frais d'occupation. (...) En raison de l'hyperinflation naissante, les prix de l'alimentation augmentent rapidement : ils doublent avant la fin de l'année 41 et sont multipliés par 4 à 5 entre 1942 et début 1944 ». (6)

« Quand les Allemands se retirent de Grèce, à partir d'octobre 1944, ils ne laissent pas seulement un pays ruiné économiquement mais aussi en grande partie détruit. Les pillages pendant la première phase d'occupation. Ils atteignent en valeur un montant d'au moins 750 millions de Reichsmarks. (...) les dépenses extorquées au régime de collaboration grec pour frais d'occupation et coûts de projets d'infrastructure militaires. Une estimation du ministère des finances du III^e Reich parle d'un montant de 500 millions de Reichsmarks pour l'année budgétaire 1943. (...) la destruction d'une partie considérable de l'économie dans le cadre des mesures de terreur et de la pratique de la terre brûlée lors des opérations de retraite. Les représailles entraînent la destruction de 1.600 localités – des villages, hameaux et petites villes. Plus de 100.000 maisons sont ainsi incendiées ». (6)

« Après la libération, des économistes et des experts de la Banque centrale grecque commencent à faire le bilan des conséquences économiques de l'occupation allemande. Leurs constatations sont adressées à la conférence de réparation interalliée qui siège autour du nouvel an 1945/46 à Paris. (...) A. Angelopoulos estime que les frais d'occupation ont soutiré 4,050 milliards de dollars US à l'économie grecque et que les dégâts causés à l'ensemble de l'économie sont de 3,172 milliards de dollars US, ce qui revient à un montant total de 7,222 milliards de dollars US sur la base du pouvoir d'achat du dollar US de 1938. Au contraire A. Sborounis, chef de la délégation grecque, pose une estimation totale de 12 milliards de dollars US, également sur la base de 1938.

Finalement, le gouvernement grec s'accorde sur une somme de réparations de 10,45 milliards de dollars US ». (6)

« Le montant global convenu lors des pourparlers de Paris, de l'ordre de 7,1 milliards de dollars US, constitue un socle inattaquable en droit international pour toutes les discussions ultérieures. (...) La convention sur la dette de Londres de février 1953 a prorogé les demandes de réparation qui avaient été adoptées sept ans plus tôt. (...) Après de longues négociations, le gouvernement grec obtient en mars 1960 un versement unique de 115 millions de Deutschmarks. (...) Le paiement global de 115 millions de deutschmarks de 1960 de la RFA à la Grèce vise uniquement à dédommager les personnes persécutées pour raison raciale et politique (...) Ainsi, en 1960, 27,578 millions de dollars US supplémentaires sont payés à la Grèce en accord avec les taux de changes de l'époque. Comme l'index d'inflation pour la période entre 1960 et 2010 est de 7,35, cela correspond à une somme d'environ 202,7 millions dollars US sur la base du pouvoir d'achat de 2010 ». (6)

« Au total « si on additionne ces trois versements partiels, on arrive à un sous-total de 1,954 milliard de dollars US. Cette somme doit être soustraite de la somme totale fixée en 1946 (106,5 milliards de dollars US sur la base du pouvoir d'achat de 2010). Il s'agit ainsi de 104,546 milliards de dollars US ou de 78,844 milliards d'euros (toujours sur la base du pouvoir d'achat de 2010). La dette de réparation allemande se monte donc actuellement à 98,503 milliards d'euros. Nous pouvons ainsi estimer la dette de réparation à au moins 90 milliards d'euros. » (6)

Pourtant, on s'en souvient, le président allemand n'avait pas totalement fermé la porte à cette demande qui par la suite fut définitivement enterrée avec le «nein» allemand.

La dette concernant le coût de la pollution chimique allemande à l'Europe

Stéphane Foucart du journal Le Monde, nous informe d'une dette autrement plus importante de l'Allemagne:

«Un fait plus discret est que la vertueuse et intransigeante Allemagne traîne elle aussi quelques impayés, dont il n'est pas déraisonnable de penser qu'ils surpassent de très loin l'ardoise grecque. Et on ne parle pas ici de l'Allemagne exsangue de l'après-guerre. On parle bel et bien de l'Allemagne d'aujourd'hui, avec sa puissante industrie, son budget impeccable, etc.(...) il faut se pencher sur un numéro récent du Journal of Clinical Endocrinology & Metabolism (JCEM). En avril, la revue publiait une série d'études conduites par une vingtaine de chercheurs internationaux et coordonnées par Leonardo Trasande, spécialiste de santé des populations, professeur à l'université de New York. Leur but était d'évaluer le coût économique des dégâts sanitaires dus aux pollutions chimiques dans l'Union européenne. Avec 2010 comme année de référence, leur estimation chiffre la valeur médiane de ces dégâts à 1,3% du produit intérieur brut des Vingt-Huit ». (7)

« Soit 157 milliards d'euros par an, en frais de santé(...)e pays domine de très loin le secteur avec des géants comme Bayer ou Basf, et il est très clair qu'une grande part de ces 157 milliards d'euros lui incombe. L'Allemagne aurait beaucoup à perdre, si les mesures adéquates étaient prises pour éviter ces dégâts collatéraux(...)». (7)

Cette information a permis au professeur d'économie Jean Gadrey d'analyser finement les données, il écrit: «157 milliards d'euros par an comme coût supporté par les Européens, 1,3% du PIB. Chiffre qui se limite à un périmètre restreint de coûts sanitaires vraiment évaluables sur des pathologies bien identifiées. Sur les dix dernières années, cela ferait un coût cumulé de 1570 milliards. (...) Pour le compléter, j'ai été regarder le poids de la chimie allemande en Europe et c'est environ 25%. Si on appliquait cette proportion aux 1570 milliards, cela ferait presque 400 milliards d'euros, plus que la totalité de la dette grecque actuelle (320 milliards)! » (7)

« Estimations à la louche poursuit Jean Gadrey ? Assurément, mais quand «y a pas photo» la louche fait l'affaire, pas besoin de balance de précision. Méthodes critiquables? Comme je suis assez chatouilleux sur certaines valorisations monétaires douteuses (voir mon billet «Quand la monétarisation de tout – pour la bonne cause – tourne au délire économique», je suis allé à la source de l'article scientifique qui fournit les chiffres cités par Stéphane Foucart. Pour moi, c'est du sérieux, il s'agit bien de coûts réels mesurés et observables, avec comme toujours dans ces estimations des hypothèses et des conventions, mais l'ordre de grandeur obtenu est fiable. (...) Un dernier chiffre pour la route: quel est le coût par Européen des dégâts sanitaires de la chimie sur dix ans? Réponse:1570 milliards d'euros divisés par 510 millions, soit en gros 3000 euros».(8)

Le clap de fin : La Grèce plus que jamais en coupe réglée

On apprend le lundi 13 juillet que la messe était dite : C'est la reddition en rase compagnie. Le gouvernement grec accepte des conditions encore plus drastiques que celles du 25 juin qu'il avait refusées en déclenchant le referendum. [Cpt Anderson](#) nous en parle et ne se dit pas étonné au vue de la connaissance du mécanisme de prédation mis en place par les banksters :

« Le bal des vampires peut continuer : Bruxelles a sauvé momentanément tous les spéculateurs de la ploutocratie mondiale. La fanfare des marchés financiers a salué d'un bond de plus de 2% en quelques minutes l'accord largement prévisible sur la dette grecque, Tsipras n'ayant pas la carrure d'un chef d'État. (...) Pourrait-on lui en vouloir quand c'est le lieu commun dans le monde occidental de ne proposer aux urnes qu'un fossoyeur de liberté et de la dignité de son peuple ? »(9)

« Quel chef d'État actuellement n'est pas à la solde de la finance internationale. Poser cette simple question, revient à reconnaître les chefs de « l'axe du mal ». Le drame grec a été commenté et analysé à sens unique par des journalistes aux ordres de ceux qui les paient, ressassant à temps et à contretemps que les grecs ne sont que des feignants, des profiteurs, quand ils ne sont pas des fraudeurs ».(9)

La Grèce a tout simplement été victime d'un [attentat financier](#).

L'auteur poursuit en citant les propos d'un trader :

« Les confessions de l'ex-assassin financier, John Perkins se retrouvent dans la mise à sac de la Grèce : Pour l'essentiel, mon boulot consistait à identifier les pays détenant des ressources qui intéressent nos multinationales, et qui pouvaient être des choses comme du pétrole, ou des marchés prometteurs, des systèmes de transport. Il y a tant de choses différentes. Une fois que nous avons identifié ces pays, nous organisons des prêts énormes pour eux, mais l'argent n'arriverait jamais réellement à ces pays ; au contraire, il irait à nos propres multinationales pour réaliser des projets d'infrastructures dans ces pays, des choses comme des centrales électriques et des autoroutes qui bénéficiaient à un petit nombre de gens riches ainsi qu'à nos propres entreprises. Mais pas à la majorité des gens qui ne pouvaient se permettre d'acheter ces choses, et pourtant ce sont eux qui ployaient sous le fardeau d'une dette énorme, très semblable à celle de la Grèce actuellement, une dette phénoménale ».(9)

« Et une fois [qu'ils étaient] liés par cette dette, nous revenions, sous la forme du FMI – et dans le cas de la Grèce aujourd'hui, c'est le FMI et l'Union européenne – et posions des exigences énormes au pays : augmenter les impôts, réduire les dépenses, vendre les services publics aux entreprises privées, des choses comme les compagnies d'électricité et les systèmes de distribution de l'eau, les transports, les privatiser, et devenir au fond un esclave pour nous, pour les sociétés, pour le FMI, dans votre cas pour l'Union européenne ». (9)

« [John Perkin l'a très bien décrit dans son ouvrage](#) en prenant exemple sur l'Argentine ainsi que plusieurs pays d'Amérique latine qui ont été victimes du même processus. Ceci explique certainement les changements politiques survenus en Amérique du Sud depuis

une vingtaine d'années. (...)La seule différence qu'il y a entre un pays en crise ou un autre se retrouvant sous les fourches caudines de l'austérité, ne dépend que de la souplesse d'échine de ceux qui détiennent un mandat du peuple. Quand la mise à sac d'un pays se fait sans attentat, c'est que l'affaire est menée par une équipe aussi brillante que celle du *Fouquet's*. Durant les années Sarkozy, outre l'or de la France, [toute son infrastructure a été bradée](#) dans un silence assourdissant pendant que la dette explosait de plus de 600 milliards d'euros ». (9)

« Après l'écrasante victoire du « non » au référendum grec, la démission de Varoufakis paraissait étonnante. (...) Son testament politique se retrouve dans sa dernière intervention et [sa mise en garde pour la France](#) : « Ma conviction est que le ministre des finances allemand veut que la Grèce soit évincée de la monnaie unique pour susciter une crainte de tous les diables chez les français et leur faire accepter son modèle d'une zone euro disciplinaire. Les Grecs doivent accepter toutes les conditions au détriment de leur peuple, les prétentions de la finance internationale qui ne leur remettra jamais leur dette. Ce serait remettre en question celle de tous les peuples. Aujourd'hui la Grèce, demain l'Espagne, l'Italie ou la France ? Quel peuple se révoltera ? Contre l'asservissement bancaire, aucun ! » (9)

Le pape et sa vision de la place de l'Homme

Il est intéressant dans le cadre de cette *prédation à ciel ouvert*, de connaître l'avis d'un prélat, dernier rempart contre l'immoralisme en l'occurrence le pape. [Philippe Rodier](#) Docteur en droit écrit à propos du pape et de la crise grecque Le pape François a produit avec sa dernière encyclique dénommée *Laudato si'* un texte équilibré et pragmatique sur le rapport que nous entretenons avec notre maison commune – la Terre – et la conception de l'économie et de l'activité productive fondées sur l'immédiateté en vigueur. Rappelant que le marché ne garantit pas en soi le développement humain intégral ni l'inclusion sociale, le pape alerte sur un marché divinisé et des pouvoirs économiques qui font primer la spéculation et la recherche exclusive du revenu financier sans responsabilité sur les effets et la dignité humaine. La sauvegarde de notre environnement « *suppose un regard qui aille au-delà de l'immédiat car lorsqu'on recherche un rendement économique rapide et facile, la préservation n'intéresse alors personne* ». En cela, François note que le développement économique a engendré un immense progrès technologique qui n'a pas été accompagné d'un développement corrélatif des responsabilités, valeurs et consciences de l'être humain. Il met en garde contre l'utopie de vouloir apporter aux enjeux écologiques des solutions purement techniques et ciblées alors que la vraie réponse réside dans un profond changement culturel individuel et collectif afin de remettre l'humain à sa juste place » (10)

« Le pape François, poursuit Dominique Rodier s'inscrit dans une véritable logique anthropologique, met l'homme au cœur de tout, critique le culte de la liberté individuelle exacerbée qui engendre le matérialisme et le productivisme. Il rappelle, une fois encore, que l'argent n'est qu'un moyen et non une finalité. Nous devrions faire lire le pape François aux bataillons de banquiers, fonctionnaires internationaux et politiciens qui traitent la crise grecque avec les raisonnements financiers qui ont participé à créer cette situation – l'appât du gain et l'intérêt immédiat à prêter inconsidérément à la Grèce – en espérant qu'ils adoptent enfin une analyse de développement humain avant de commencer à négocier de fausses solutions. (10)

Que faut-il en conclure?

Personne ne peut contredire l'Allemagne qui, avec ses alliés du Nord, dicte la norme. Rien de nouveau sous le soleil! Le peuple grec traité de tous les noms, paresseux, non besogneux, n'en peut plus de souffrir, il a donné mandat à un Premier ministre qui a présumé de ses forces face à une troïka qui a changé de masque en euro-groupe et FMI mais qui est toujours sans pitié pour les faibles. La Grèce est mise en coupe réglée. Le sursis donné n'empêchera pas le Grexit. Car on demande de privatiser à tour de bras, même les Îles et les prédateurs sont là pour les bonnes affaires. Est-ce cela la vocation de l'Europe? Ou est-ce le début de la fin pour cette utopie qui ne peut résister au laminoir néolibéral?

Même Dominique Strauss Khan ancien directeur général du FMI qui a plaidé pour un allègement de la dette grecque, n'a pas de mot assez dur pour fustiger ce qui veut étrangler la Grèce et démolir l'Europe. Extrait : « (...) *Mais les conditions de cet accord, quant à elles, sont proprement effrayantes pour qui croit encore en l'avenir de l'Europe.* »

Dominique Strauss-Khan fustige ce « *diktat* » et s'en prend violemment à l'attitude des créanciers de la Grèce, qu'il accuse de vouloir « *saisir l'occasion d'une victoire idéologique sur un gouvernement d'extrême gauche au prix d'une fragmentation de l'Union* » :

« A compter nos milliards plutôt qu'à les utiliser pour construire, à refuser d'accepter une perte – pourtant évidente – en repoussant toujours un engagement sur la réduction de la dette, à préférer humilier un peuple parce qu'il est incapable de se réformer, à faire passer des ressentiments – pour justifiés qu'ils soient – avant des projets d'avenir, nous tournons le dos à ce que doit être l'Europe, nous tournons le dos à la solidarité citoyenne d'Habermas. »(11)

« L'ancien président du FMI met en garde les créanciers contre les conséquences de leurs méthodes, qui, selon lui, risquent de mener à une division de l'Europe. Il agite même le spectre d'une « *vassalisation* » par les Etats-Unis. « Jamais le repli sur le Nord ne suffira à vous sauver. Vous, comme tous les Européens, avez besoin de l'ensemble de l'Europe pour survivre, divisés nous sommes trop petits. (...) L'enjeu est de taille » (11)

Souvenons-nous! Il n'y a pas de justice pour les faibles. Jean de la Fontaine a mille fois raison ; Selon que vous serez puissant ou misérable, les jugements de cour vous rendront blanc ou noir », Et pourtant, La Grèce est le berceau de la civilisation occidentale, mais le néo-libéralisme prédateur n'en a cure. Ainsi va le monde.

Professeur Chems Eddine Chitour

Ecole Polytechnique enp-edu.dz

1. <https://citizenactionmonitor.wordpress.com/2015/07/01/how-german-and-french-banks-financed-greeces-bankruptcy/>

2. <http://www.touteurope.eu/actualite/la-dette-publique-des-etats-de-l-union-europeenne.html>

3. <http://www.challenges.fr/economie/20140509.CHA3601>

4. http://www.lexpress.fr/actualite-economique/crise-en-grece-quand-l-allemande-faisait-effacer-une-partie-de-sa-dette_1696548.html# 5jTe3V7c7X0I63SW.99

5. Nicolas Barotte: La Grèce réclame 278,7 milliards d'euros à l'Allemagne le figaro.fr 07/04/2015

6. <http://www.contretemps.eu/interventions/minimum-90-milliards-pourquoi-demandes-r%C3%A9paration-gr%C3%A8ce-envers-lallemagne-sont-justifi>

<http://arretsurinfo.ch/90-milliards-pourquoi-les-demandes-de-reparation-de-la-grece-envers-lallemagne-sont-justifiees/>

7. http://www.lemonde.fr/idees/article/2015/07/06/une-dette-allemande_4672279_3232.html# iV4XrkZ0BM9oCmxW.99

8. <http://alternatives-economiques.fr/blogs/gadrey/2015/07/08/dettes-allemandegrece-merci-a-stephane-foucart-du-monde/>

9. <http://www.agoravox.fr/actualites/politique/article/grece-les-banksters-ont-gagne-169710>

10. http://www.bvoltaire.fr/philipperodier/pape-lecologie-grece-lhomme-coeur-de,185918?utm_source=La+Gazette+de+Boulevard+Voltaire&utm_campaign=6ab8f2943a-RSS_EMAIL_CAMPAIGN&utm_medium=email&utm_term=0_71d6b02183-6ab8f2943a-30599789&mc_cid=6ab8f2943a&mc_eid=51be024106

11. http://www.lemonde.fr/economie/article/2015/07/18/a-mes-amis-allemands-le-texte-de-dsk-qui-fustige-les-conditions-de-l-accord-avec-la-grece_4688728_3234.html#xtor=AL-32280515

Article de référence

http://www.lexpressiondz.com/chroniques/analyses_du_professeur_chitour/220400-deux-poids-deux-mesures.html

Copyright © 2015 Global Research